

BAROMETRE DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE PARIS

1^{er} semestre 2018

■ ■ ■ Le stock d'entreprises actives à Paris est en hausse (+ 4,1 %) par rapport au 1^{er} semestre 2017 ainsi que les immatriculations au RCS (auto-entrepreneurs inclus) (+ 7,8 %). En matière de procédures collectives, les règlements amiables (ouvertures de mandat ad hoc et de conciliation) marquent une baisse (- 14 %), avec une forte baisse des emplois salariés concernés (- 39 %) ; les ouvertures de sauvegarde diminuent de 21 % ; les ouvertures de redressement judiciaire diminuent de 29 %. Le nombre d'emplois concernés par ces deux procédures cumulées est en augmentation (+ 62 %). Les jugements d'ouverture de liquidation judiciaire sont en baisse (- 8 %) ; En matière contentieuse, le volume de jugements prononcés diminue de 1,8 % ; les ordonnances d'injonction de payer sont en baisse de 3 % ; les ordonnances sur requête baissent de 5 % ; les ordonnances de référé diminuent également de 3 % ; enfin, le taux de réussite des conciliations est de 43 %. ■ ■ ■

Inscriptions au Registre du Commerce et des Sociétés (RCS) de Paris

415 901 entreprises en activité au 30 juin 2018

Au 30 juin 2018, le stock d'entreprises actives (415 901) enregistre une hausse de 4,1 %, avec 16 569 entreprises supplémentaires en activité à Paris par rapport au 30 juin 2017.

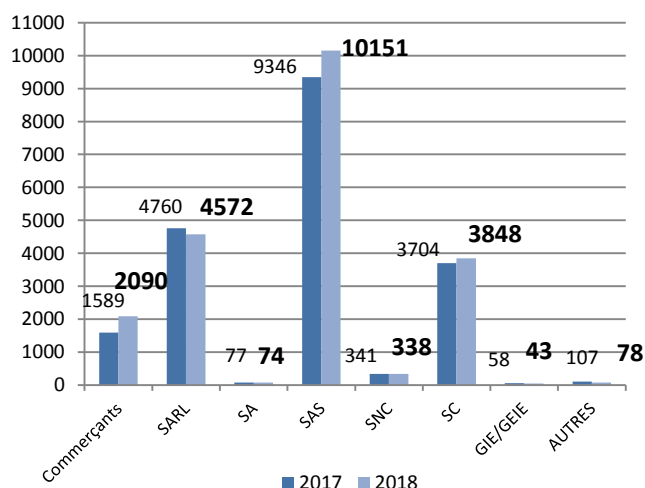
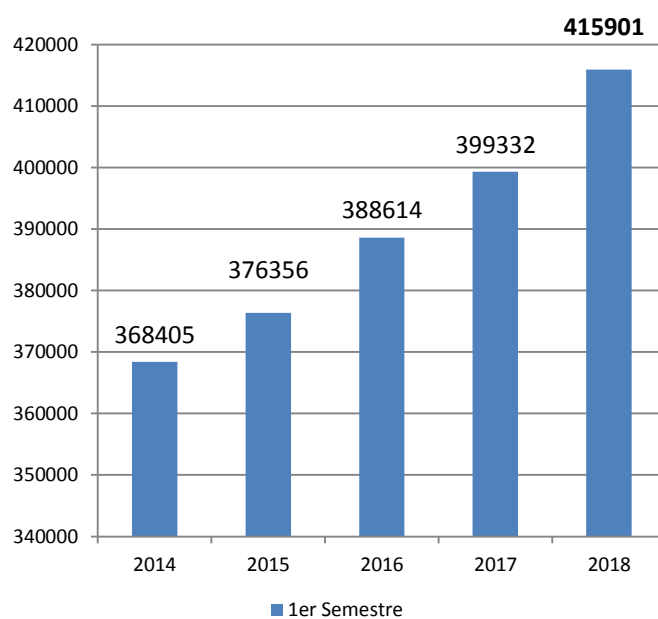
Immatriculations d'entreprises

Au 1^{er} semestre 2018, le RCS de Paris enregistre l'immatriculation de 20 246 nouvelles entreprises, soit une hausse de 7,8 % par rapport à 2017. Parmi ces immatriculations, on dénombre 1883 auto-entrepreneurs.

Typologie des dirigeants à la tête des nouvelles entreprises

68,8 % des nouveaux dirigeants sont des hommes, 22,6 % sont des femmes, 8,6 % sont des personnes morales.

Stock des entreprises



Statut juridique des entreprises commerciales immatriculées

70 % des immatriculations concernent des entreprises commerciales. Sont notamment recensées : 21,6 % de SARL, 47,9 % de SAS, 0,3 % de SA ; 10 % sont des commerçants, des EIRL et des auto-entrepreneurs. Les sociétés civiles représentent 18,2 % des nouvelles entreprises. Les autres statuts juridiques constituent 2,2 % des immatriculations : SNC, GIE, GEIE, sociétés d'exercice libéral, coopératives, etc.

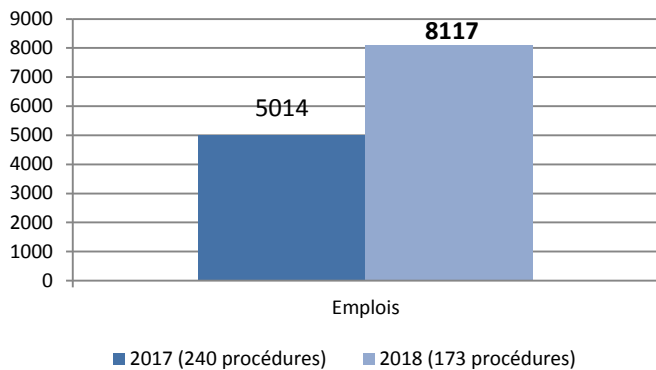
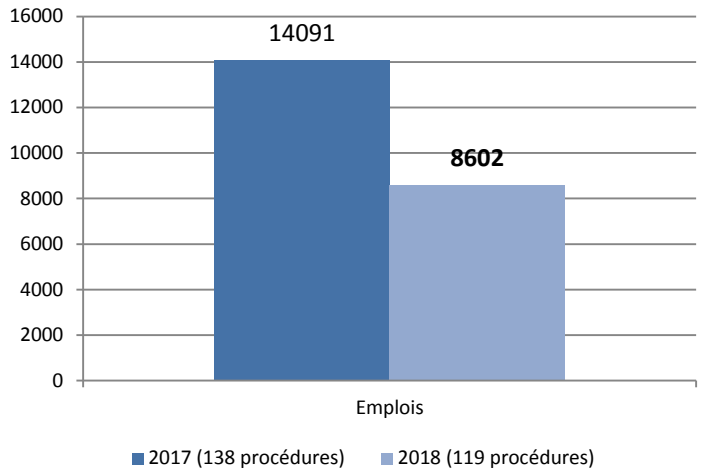
A noter : les créations de SARL enregistrent une baisse de 2 points au 1^{er} semestre 2018, par rapport à 2017 ; la part des SAS progresse de 1 point.

Prévention des entreprises en difficulté

Détection des difficultés : 952 dossiers d'entreprises en potentielle difficulté ont été ouverts au 1^{er} semestre 2018, soit une baisse de 11,5 % par rapport à 2017.

Traitement préventif : 129 demandes de mandat ad hoc et de conciliation ont été présentées au tribunal au 1^{er} semestre 2018, soit 9 % de moins qu'en 2017. Celles-ci ont donné lieu à l'ouverture de 119 procédures, en baisse de 14 % par rapport à 2017.

Emplois et passifs* : 8 602 emplois au 1^{er} sem. 2018 étaient concernés par ces procédures (- 39 %). Le montant des passifs traités dans le cadre de celles-ci a porté sur 528 millions € contre 3 938 millions € sur la période correspondante en 2017.



Procédures d'observation et de traitement des difficultés

Sauvegardes : 19 procédures de sauvegarde ont été ouvertes par le tribunal au 1^{er} sem. 2018, contre 24 en 2017

Redressements judiciaires : 154 procédures ont été ouvertes au 1^{er} sem. 2018, contre 216 en 2017, soit - 29 % sur la même période.

Emplois : 8 117 salariés étaient concernés par ces procédures au 1^{er} sem. 2018, en augmentation de 62 % par rapport à 2017.

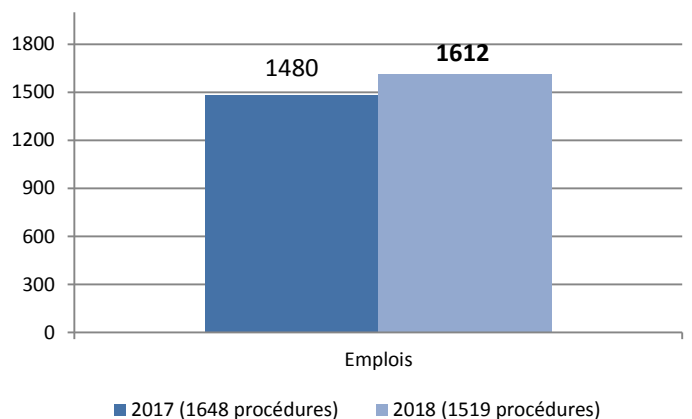
Plans en cours : 956 plans (sauvegarde, continuation ou cession) étaient en cours d'exécution au 30 juin 2018, contre 927 en 2017.

Liquidations judiciaires

Jugements d'ouverture : 1 519 jugements d'ouverture ont été prononcés au 1^{er} semestre 2018, chiffre en baisse par rapport à 2017 (- 8 %).

Emplois* : 1 612 salariés étaient concernés (contre 1 480 en 2017, + 9 %), soit en moyenne près d'un salarié par procédure.

Procédures en cours : 7 710 procédures étaient en cours devant le tribunal au 30 juin 2018. 1 491 procédures ont été clôturées en 2018 (-4 % par rapport à 2017).



* Il s'agit des emplois/passifs déclarés ou connus